Document generated on 06/13/2025 4:10 p.m.

Histoire Québec

Histoire des services de santé de Laval

Madeleine Morgan

Volume 3, Number 1, June 1997

Des Mille Isles aux Deux-Montagnes

URI: https://id.erudit.org/iderudit/11197ac

See table of contents

Publisher(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (print)
1923-2101 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Morgan, M. (1997). Histoire des services de santé de Laval. *Histoire Québec*, *3*(1), 32–34.

Tous droits réservés © La Fédération des sociétés d'histoire du Québec, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Histoire des services de santé de Laval

PAR MADELEINE MORGAN*

Retracer l'histoire des services de santé de Laval n'est pas une mince entreprise. Les historiens qui se sont penchés sur l'histoire de l'Île Jésus devenue Laval, ont examiné le comportement des hommes et des sociétés sous l'aspect politique, économique et social mais on y retrouve très peu de données relativement à l'organisation ou la dispensation des soins. D'autre part, bien que les *Relations de 1632-1673* écrites par les Pères Jésuites permettent de comprendre la «mystique» de leurs interventions auprès des premières nations, il apparaît que leur lutte contre le matérialisme les empêche, trop souvent, de décrire les symptômes des malaises observés, les coutumes des guérisseurs et sorciers ainsi que les moyens alors utilisés pour les combattre. Elles n'en demeurent pas moins la source la plus importante de cette période de notre histoire.

La documentation écrite, malgré ses lacunes, constitue le principal outil de références. Cependant nous avons jugé utile de procéder à des entrevues pour qualifier plus rigoureusement la période contemporaine. Malheureusement, le décès de nombre d'acteurs du XXe siècle nous a empêché de couvrir tous les aspects d'une telle étude. Par ailleurs, nos recherches s'arrêtent avec la création du *Comité d'étude des services de santé de Ville de Laval* dont le rapport a été rendu publique le 2 novembre 1967. Bien qu'essentielle, cette période est, d'ores et déjà, très bien documentée.

Le peuplement de l'Île Jésus

L'histoire de l'organisation des services de santé est intimement liée à celle de l'évolution du peuplement et l'atteinte de la masse critique de citoyens nécessaires à leurs implantations. Limoges[1] et Paquette[2] nous informent de l'envol de l'Île Jésus le 15 janvier 1636, mais il faudra attendre 1681 pour répertorier 24 personnes réparties dans quatre familles du territoire. Par ailleurs, Charbonneau[3] et Lavallée[4] font état de la présence d'Iroquois dans ce coin de la Vallée du Saint-Laurent et mentionnent que le 13 novembre 1689, leur attaque sournoise se transforme en carnage à la pointe Est de l'Île. Des 116 habitants que compte l'île en 1688, il ne reste, en 1695, que cinq femmes et dix-sept hommes.

La population de l'Île Jésus progresse davantage après la signature, en 1701, du *Traité de Montréal* liant les Amérindiens et mettant ainsi fin aux attaques des Iroquois. Quelques trente-huit ans passent avant la naissance des paroisses de Sainte-Rose et de Saint-Vincent-de-Paul. L'on peut alors dénombrer 752 personnes peuplant l'Île d'est en ouest, réparties en 120 familles. C'est dorénavent aux crises économiques et maladies contagieuses que se heurte la progression du peuplement.

En 1832, la population de l'île sera affectée par le choléra. À Sainte-Rose seulement, 139 décès sont dénombrés dont 60 en août et septembre et, puisque la population ne croît pas aux vertus de la quarantaine, une récidive fera 60 victimes additionnelles.

Alors que l'économie du monde entier est affectée, entre 1873 et 1879, les cultivateurs de l'Île Jésus vendent toile, lin et chanvre et produisent œufs, sucre d'érable, beurre et fromage. Ils sont donc moins affectés que les habitants des villes industrialisées où, faute d'alimentation saine et de logements adéquats, les épidémies reprennent en force causant de nombreuses morts. Puis frappe, en 1788-1789, une seconde crise économique altérant, une fois de plus, l'épanouissement du peuplement. Grâce à l'apport alimentaire que la terre lui procure, le cultivateur d'alors peut élever une famille nombreuse, générant un accroissement plus rapide de la population comme en font foi ces deux exemples : le 3 juin 1823, naît Gédéon Ouimet, vingt-sixième de l'union de Jean Ouimet et de Marie Beautronc dit Major ; pour sa part, le petit Rolland Desroches occupe le vingtième rang d'une riche progéniture de vingt-deux enfants.

Premiers services de soins

Lacourcière et Bouchard[5] précisent que les Amérindiens font appel au sorcier prodiguant les trois médecines naturelles : la suerie, la saignée et le vomitif. Cela pourrait constituer, en quelque sorte, l'embryon des soins de santé par la médecine officielle. Pour contrer les épidémies, surtout celles de variole, les dirigeants innovent en émettant sous forme d'Ordonnances ou d'Édits, tant du Roi que du Gouverneur, des règles d'hygiène obligatoire visant les latrines, la vente de viande d'animaux malades, les puits, le pain et les cochons rôdant dans les rues. Malgré l'avancement de la science offrant, dès 1798, un vaccin gratuit à l'ensemble de la population, il faudra attendre une législation datant de 1903 avant de voir imposer, à toutes les municipalités de la province, la vaccination obligatoire pour contrer la méfiance et l'abstention du peuple face à cette médecine préventive.

L'intervention de l'État en matière de santé se fait sentir de façon continue à partir de 1925, alors qu'un loi rend obligatoire la pasteurisation du lait, au grand déplaisir des cultivateurs et des consommateurs de crème épaisse. Cette mesure avait pour but de contrer l'apparition de la typhoïde. Puis apparaît, en 1926, une mesure de prévention infantile contre la tuberculose, le vaccin B.C.G. est introduit par le groupe Calmette et Guérin. Dès lors, la création d'un organisme de gestion s'avère nécessaire. C'est ainsi que face aux besoins pressants du Québec, la Fondation Rockfeller apporte son soutien en assumant le tiers du coût d'implantation des trois premières unités sanitaires en milieu rural dont l'une à l'Île Jésus.

En 1871, sept médecins exercent leur profession sur le territoire, majoritairement agricole, de l'Île Jésus dont les Drs MacMahon, Tassé et Duchesneau.

Compensant pour le manque de services médicaux, l'on voit apparaître des marchands de racines et d'herbages, des rabouteurs ou ramancheurs et des guérisseurs de consomption car la tuberculose avait fait son apparition. Le rôle du médecin était loin d'être «préventif» et faire appel à ses services était souvent synonyme d'urgence et même de «dernier ressort». Les traitements consistaient généralement en des saignées, l'utilisation de sangsues, de ventouses et de cataplasmes. L'acide carbolique était aussi utilisée dans le cas de plaies infectées et souvent, faute de recours, on effectuaient les opérations à froid sur les tables de cuisine.

L'année 1897 est marquée par une formidable découverte en fait d'accessibilité aux soins médicaux : le téléphone fait son apparition. En fait, quatre appareils sont installés sur l'île en 1907, un à l'usage des médecins, un pour le curé et deux pour les commerçants[6]. Le nombre grandissant d'hôpitaux à Montréal, et la construction récente de ponts permettant de franchir aisément la rivière, incite la population à se rendre dans la grande ville afin d'y recevoir des soins médicaux. Ainsi à compter de 1949, l'on peut voir rapporté dans le *Courrier Laval* :

- Chute sur glace, jambe fracturée : Transport à l'hôpital du Sacré-Cœur
- À Cap Saint-Martin, 3 décès au passage à niveau
- Accident au cours d'une chasse au renard dans le bois du rang Saint-François Bas, la victime décède à l'hôpital Notre-Dame [7 mars 1953]
- 5 enfants brûlés par la graisse bouillante. Un mort sur le choc. Les 4 autres hospitalisés à l'hôpital du Sacré-Cœur [30 juin 1954]

Vie d'un médecin de campagne

Pour illustrer la situation du médecin de l'Île Jésus, examinons le cas du Dr Avila Desroches. Ce dernier est assisté dans sa pratique par son épouse, Eugénie Lepage, qui agit souvent en son nom à titre de sage-femme et qui, de surcroit, est infirmière à l'Hôtel-Dieu. Le surmenage aura tôt fait d'affaiblir madame Lepage au point de la rendre gravement malade. Le Dr Desroches procédera alors à l'embauche de la jeune Laurence Beaulieu qui, à dix-sept ans, est engagée à demeure chez le médecin où elle cumule les fonctions d'aide et d'assistante.

La pratique du Dr Desroches était située en plein coeur de Sainte-Rose, autant par soucis d'accessibilité que de commodité puisqu'elle est située tout près de l'officine du pharmacien Lussier. Mais pour les patients, le prix des médicaments est souvent trop élevés pour leurs moyens aussi, le Dr Desroches fait-il ses propres pommades et ses sirops qu'il vend à un prix dérisoire. Sa journée la plus achalandée est, sans aucun doute, le dimanche. En effet, le cultivateur quittant sa ferme pour l'Église, en profite pour faire examiner sa famille, monnayant souvent les services du médecin en espèces. Ainsi le docteur recevait en guise de rétribution, oeufs, légumes et animaux.

Plusieurs histoires viennent illustrer le genre de médecine que devait pratiquer, dans des conditions parfois difficiles, le Dr Desroches. Ainsi relate-t-on qu'en 1938, lorsqu'une tempête de neige s'amorce, un cultivateur de la Côte des Perrons téléphone au Dr Desroches pour lui demander d'accoucher son épouse. Au volant de sa voiture, le médecin se rend d'abord au garage Charbonneau d'où le futur père a fait l'appel téléphonique. Puis, il y laisse son véhicule et monte dans le «berlot» du cultivateur à bord duquel, tous deux affrontent la tempête. Chemin faisant, ils doivent arrêter dans une maison pour se réchauffer, puis poursuivent jusqu'aux abords de la ferme. De là, il faut chausser les raquettes afin d'arriver auprès de la patiente. Outre la neige, le vent et le froid, le Dr Desroches doit assumer le fardeau de sa précieuse sacoche. Le vent se lève, les routes deviennent impraticables et, malgré que sa tâche soit accomplie, le Dr Desroches doit passer deux jours chez le cultivateur. Le coût d'un accouchement, peu importe dans quelles conditions il est pratiqué, était de 5 $ ... régulièrement payé en espèces !

Évidemment, durant les absences du bon médecin, il revient à Mme Desroches et à Laurence Beaulieu de recevoir les clients sans pour autant savoir quand le Dr Desroches sera de retour. Heureusement qu'en cette dernière occasion, la tempête a retenu le monde à la

maison et, par conséquent, ils sont peu nombreux. Au décès du Dr Desroches, en 1964, ce sera le Dr Guy Fournier qui assurera la relève.

Cécile Lalande-Dagenais

Scruter l'histoire des services de santé de Laval sans présenter le travail de l'infirmière Cécile Lalande-Dagenais serait, à notre avis, soustraire la dynamique hospitalière qui a permis, jusqu'à un certain point, de tracer le chemin devant conduire à la construction de la Cité de la Santé.

Née à Verdun le 16 mars 1923, Cécile Poirier étudie pour devenir infirmière à l'Hôpital Saint-Joseph de Lachine d'où elle reçoit son diplôme en 1947. Elle épouse Raymond Lalande le 18 octobre de l'année suivante. En 1953, le couple quitte Montréal pour venir s'établir à Sainte-Rose. Cécile Lalande rêve d'avoir son propre hôpital et c'est pourquoi elle réserve, dans sa maison de la rue Roseval, une chambre pouvant accueillir des patients en convalescence. Les citoyens de Sainte-Rose, n'ayant aucun hôpital sur leur territoire, se doivent de subir leurs interventions chirurgicales dans les hôpitaux de Montréal. À leur congé, peu d'entre eux sont aptes à reprendre une vie normale ; des soins prolongés s'avérant nécessaires. Aussi, ne manque-t-elle pas de pensionnaires, enfants et adultes, à qui elle fait pansements et petits traitements prescrits.

Le secteur où habite le couple Lalande, connu sous le nom de «projet Fortin», est un nouveau quartier. Les nouveaux résidants, en majorité de jeunes couples, aimeraient donner naissance à leurs enfants sur l'Île Jésus. Puisqu'aucun établissement de santé organisé n'existe sur le territoire, certaines jeunes femmes, au fait des compétences de Cécile Lalande, recherchent son aide. C'est alors que l'idée d'une maternité répondant à ce pressant besoin germe dans l'esprit de Cécile. Alors que cette idée se développe, survient, le 3 avril 1957, le décès prématuré de son époux qui est alors âgé de 34 ans. Plusieurs auraient abandonnés tous projets d'avenir suite à une telle tragédie. Mais Cécile, enceinte de son deuxième enfant, n'hésite pas. Elle fonde l'Hôpital Sainte-Rose de Laval et ce, malgré sa situation et les lourdes responsabilités qui sont les siennes. L'enfant, qui voit le jour en août, portera le nom de son père et deviendra médecin. À l'automne de 1960, Jean-Baptiste Dagenais, cultivateur de son état, devient le deuxième mari de Cécile Poirier-Lalande.

À cause de son zèle inlassable, elle bénéficie de la reconnaissance publique. Le 25 mars 1965, le *Courrier de Laval* cite : [...] *le dévouement, l'abnégation dont elle fait preuve depuis plusieurs années et l'oeuvre qu'elle a mené à bien, nous ont incités à choisir cette semaine Mme Cécile Lalande Dagenais, directrice de l'Hôpital Ste-Rose comme l'une des personnalités féminines des plus attachantes de l'île Jésus* [...]

Sept ans plus tard, c'est au tour de la Faculté de nursing de l'Université de Montréal de reconnaître son action en lui remettant un diplôme d'infirmière hygiéniste. Par ailleurs, l'Association des Directeurs Généraux d'Hôpitaux de la Province de Québec la déclare «membre émérite».

Cécile Lalande-Dagenais est membre de nombreuses associations dont la Société d'histoire et de généalogie de l'Île Jésus de 1970 à 1974. En outre, dès la formation du Comité d'étude des services de santé de la ville de Laval elle en devient membre. Après la réforme des services de santé et services sociaux, elle occupe le poste de représentante des bénéficiaires sur le Conseil d'administration de la Cité de la Santé. C'est alors que débute les travaux de construction du CLSC, pour lequel elle a consacré beaucoup de temps, qu'elle envisage de prendre une année sabbatique. Son absence sera, en fait, pour se soigner puisque la maladie s'acharne sur elle. Sa dernière contribution, en rapport avec l'Hôpital Sainte-Rose, s'effectue le 28 février 1982. Elle assiste à l'inauguration officielle du nouvel établissement et remet sa démission de son poste de directrice générale.

Il est assurément impossible de rapporter toutes les implications de Cécile Lalande-Dagenais au sein de cet hôpital. Que ce soit par les nombreuses transformations opérées, par l'évolution du Québec législatif quant à l'assurance-hospitalisation jusqu'à l'assurance-santé, la commission Castonguay, la structure socio-sanitaire et sa réglementation, Cécile Lalande-Dagenais a accompli une tâche de très grande valeur, un merveilleux héritage !

En guise de conclusion, c'est avec un plaisir immense, que nous annonçons que le Dr Raymond Lalande, en accord avec son frère Me Michel Lalande, ont entrepris des démarches auprès de la *Société d'histoire et de généalogie de l'Île Jésus* afin de lui faire don du *Fonds Cécile-Dagenais-Lalande.* ■

**** L'auteure est membre de la Société d'histoire et de généalogie de l'Île-Jésus.***

---

[1] José C. Limoges, *Île Jésus historique et personnalités*, Les Publications de Laval, 1974.

[2] Marcel Paquette, *Histoire de l'Île Jésus 1636 à Ville de Laval*, Édition d'Antan, 1976.

[3] Claude Charbonneau, *Sainte-Rose, 250 ans d'histoire 1740-1990*, Atelier L.M.D., 1990.

[4] Jean Lavallée, *Laval ville nouvelle*, Holt Reinhart Winston, 1969.

[5] Jacques Lacourcière et Claude Bouchard, *Notre histoire Québec-Canada 1000-1600*, Édition Format, 1972.

[6] Fernand Langevin, *Bicentenaire de la paroisse Saint-Martin : 1774-1974.*